

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule déchets
4 avenue de la gare
BP 132
48005 Mende Cedex

Mende, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE

campus arteparc bat c
595 rue pierre berthier - les milles
13290 Aix-En-Provence

Références : -

Code AIOT : 0006601920

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté Lieu-dit Pichegu Route de st-Gilles - CD 38 30127 Bellegarde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- Lieu-dit Pichegu Route de st-Gilles - CD 38 30127 Bellegarde
- Code AIOT : 0006601920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôles des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 8.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3 - V	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 2.1.9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets	Levée de mise en demeure
4	Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 2.1.8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est remis en conformité avec :

- l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral n°16.029N du 02 mars 2016 en mettant en place des mesures de prévention et d'entretien des dispositifs de traitement des rejets atmosphériques, et en transmettant le rapport d'analyse des rejets atmosphériques.

Cependant, il est demandé à l'exploitant de justifier la méthode utilisée pour la quantification de l'ammoniac (NH_3) ;

- l'annexe 3.3 - V de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MDT) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, en respectant les valeurs limites d'émission (VLE) pour l'ammoniac (NH_3), sous réserve de la justification de la méthode utilisée pour la quantification de l'ammoniac mentionnée au premier point. Par ailleurs, les débits d'odeur mesurés étant supérieurs à la VLE fixée à l'article 26-II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation, il est demandé à l'exploitant de démontrer que l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible ou de réaliser l'étude de dispersion prescrite par ce même article ;
- l'article 2.1.9 de l'arrêté préfectoral n°16.029N du 02 mars 2016 en maintenant le site dans un état de propreté conforme à l'article précité ;
- l'article 2.1.8 de l'arrêté préfectoral n°16.029N du 02 mars 2016 en mettant en place des actions pour renforcer la surveillance et le contrôles des installations, ainsi que les procédures encadrant leurs modalités et un suivi de ces dernières.

La mise en demeure n°2025-013 DREAL du 06 février 2025 peut être levée, sous réserve de la justification de la méthode utilisée pour la quantification de l'ammoniac.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 8.7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2025
Prescription contrôlée : <p>Les paramètres mentionnés à l'article 4 de l'APC n°20-152-DREAL du 18 août 2020 font l'objet de mesures périodiques de fréquence semestrielle.</p> <p>Un contrôle effectif des débits d'odeurs de chaque source canalisée et surfacique (aire de maturation) est également réalisé selon une fréquence annuelle.</p> <p>À tout moment la fréquence de ces contrôles pourra être modifiée avec l'accord de l'inspection des installations classées. En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées et précise les mesures prises ou prévues pour rétablir la conformité des rejets. Des contrôles complémentaires, ou une fréquence accrue des contrôles mentionnés ci-dessus, pourront être réalisés, à la demande de l'inspection des installations classées, en cas de nuisances olfactives avérées ou de plaintes de riverains.</p>
Constats :

L'exploitant a transmis le 5 mars 2025, un courrier en réponse à la mise en demeure, et le rapport d'analyses des rejets atmosphériques (ref: IND_2411038_R1_V3) réalisé par la société ISPIRA, daté du 03 mars 2025 pour la campagne de décembre 2024.

Les analyses olfactométriques ont été réalisées par le laboratoire EGIS STRUCTURES & ENVIRONNEMENT (accréditation COFRAC N°1-2314) et les analyses physicochimiques, sur les paramètres ammoniac (NH_3) et hydrogène sulfuré (H_2S), ont été réalisées par le laboratoire Tera-Environnement (accréditation COFRAC N°1-5599).

Cependant, sur ce rapport d'analyses de rejet réalisé par ISPIRA, il faut noter que :

- la quantification de l'ammoniac est réalisée selon la norme NF EN 1911. Cette méthode est utilisée pour déterminer la concentration en composés chlorés des effluents gazeux. D'une part, l'ammoniac (NH_3) n'est pas un composé chloré, et d'autre part, l'annexe 2 - IV de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MDT applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED préconise l'utilisation des normes NF X 43-303 ou NF X 43-32 pour la surveillance des effluents gazeux en NH_3 , ou des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Il est donc demandé à l'exploitant de justifier de la méthode utilisée, notamment de la fiabilité, la répétabilité et la reproductibilité de celle-ci ;
- sur les débits d'odeur, seules les sources canalisées (tour de lavage et traitement par éolage) sont analysées. La mesure des débits d'odeurs des sources surfaciques (aire de maturation) n'est pas réalisée. Le rapport d'analyse réalisé par GINGER BURGEAP pour la campagne de juin 2024 (Réf : 1104866-01 / SE9000009) comporte les mesures des débits de chaque source canalisée et surfacique. Donc, pour l'année 2024, l'exploitant a réalisé le contrôle effectif des débits d'odeurs.

Pour l'année 2025, l'exploitant déclare que la première campagne d'analyse a été réalisée en septembre, que le rapport est en cours de rédaction, et que la seconde campagne d'analyse pour l'année est prévue en décembre 2025. Il n'est donc pas présenté de résultats d'analyse pour 2025. L'une des campagnes d'analyses réalisées en 2025 doit comporter des mesures sur les débits d'odeur des sources surfaciques et canalisées. En plus du respect des valeurs limites de rejet de NH_3 , ce point devra être vérifié ultérieurement.

Par ailleurs, l'exploitant a également mis en place de nouvelles mesures, telles que :

- l'entretien de la tour de lavage acide par la société CLAUGER;
- la mise en place de procédure d'entretien du système d'éolage;
- le rapport d'analyse réalisé par la société INSPIRA qui démontre l'efficacité du traitement par éolage.

Sous réserve des justificatifs de la méthode utilisée pour la quantification de l'ammoniac, ce point de la mise en demeure n°2025-013 DREAL du 06 février 2025 peut être levé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit justifier de la méthode utilisée pour la quantification de l'ammoniac des effluents gazeux, notamment de la fiabilité, la répétabilité et la reproductibilité de cette méthode.

Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre à l'inspection un rapport d'analyse sur l'année 2025 avec des mesures sur les débits d'odeur des sources surfaciques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3 - V			
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents gazeux			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2025 			
Prescription contrôlée : V. - Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets Effluents gazeux :			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique	H ₂ S (1)	/	semestrielle
	NH ₃ (1)	20 mg/Nm ³ (3)	semestrielle
	Concentration d'odeurs (2)	500 uoE/ Nm ³ (3)	semestrielle
(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH ₃ et de H ₂ S.(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH ₃ , soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.			
Constats : Le rapport d'analyses des rejets atmosphériques (ref: IND_2411038_R1_V3) réalisé par la société			

ISPIRA montre que:

- les concentrations en hydrogène sulfuré (H₂S) des rejets canalisés sont toutes inférieures à la valeur limite;
- pour les concentrations en ammoniac (NH₃), il a été mesuré : 17,6 mg/Nm³ pour la tour de lavage et 11,9mg/Nm³ pour le ventilateur éolage. La valeur limite de rejet en ammoniac est respectée ;
- les résultats des analyses des débits d'odeurs du site sont : 73x 10⁶ uoE/h pour la tour de lavage et 635x 10⁶ uoE/h pour le ventilateur éolage. Les 2 débits dépassent la valeur limite de 20 x 10⁶ uoE/h fixée à l'article 26-II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation. En cas de dépassement, une étude de dispersion doit être réalisée afin de déterminer l'impact olfactif du site dans son environnement. Elle n'est toutefois pas obligatoire lorsque l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible.

Il est demandé à l'exploitant de démontrer que l'environnement présente une sensibilité faible ou de réaliser l'étude de dispersion.

Conformément à l'annexe 3.3.-V de l'arrêté du 17 décembre 2019, l'exploitant souhaite retenir uniquement le paramètre NH₃.

Les rejets en NH₃ sont conformes à la valeur limite.

L'exploitant s'est remis en conformité au regard de l'annexe 3.3 - V de l'arrêté du 17 décembre 2019. Ce point de la mise en demeure n°2025-013 DREAL du 06 février 2025 peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Entretien de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 2.1.9

Thème(s) : Autre, Conditions d'aménagements

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets
- date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment, les pistes de circulation, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent

faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les envols de papiers et plastiques et les amas de matières dangereuses ou polluantes, les entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.

Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

Lorsque les travaux ne doivent porter que sur une partie des installations dont le reste demeure en exploitation, toutes les précautions telles que vidange, dégazage, neutralisation des appareils, isolement des arrivées et des départs des installations, obturation des bouches d'égout..., doivent être prises pour assurer la sécurité.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal.

Constats :

Il est constaté que le site présente un état de propreté conforme. Les dernières opérations de nettoyage, avant la visite, sur les pistes de circulation, les aires de stockage notamment datent du 28 novembre 2025.

Les opérations de nettoyage et d'entretien font l'objet d'un suivi.

La lutte contre les nuisibles est réalisée au besoin, notamment lors des périodes chaudes favorables au développement des mouches (présence d'un stock de poches à mouches disponible avant la période chaude).

L'exploitant s'est remis en conformité au regard de l'article 2.1.9 de l'arrêté préfectoral du 02 mars 2016. Ce point de la mise en demeure n°2025-013 DREAL du 06 février 2025 peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 2.1.8

Thème(s) : Autre, Conditions d'aménagements

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2025

Prescription contrôlée :

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et des installations de traitement des effluents atmosphériques et des eaux pluviales.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications

périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.
[...]

Constats :

Le courrier en réponse à la mise en demeure transmis à l'inspection le 05 mars 2025 présente les actions mises en place suivantes :

- le recours à des heures supplémentaires permettant à un opérateur de maintenir la surveillance de l'installation;
- la sous-traitance externe pour les interventions de maintenance urgente;
- la mobilisation d'une ressource externe supplémentaire : 10 journées réparties sur les mois d'août, de novembre et de décembre 2024, et 6 journées par mois à compter de janvier 2025. Chaque intervention fait l'objet d'un rapport permettant de lister et de suivre les interventions à réaliser.

Dans ce courrier, l'exploitant justifie les écarts et retards sur la surveillance et l'entretien du site par le manque de personnel qualifié notamment. Les mesures énoncées ci-dessus viennent en renfort des moyens effectifs du site. L'exploitant déclare que le site est à effectif complet le jour de l'inspection.

Et par ailleurs, depuis le 1er juin 2024, l'exploitant a nommé un responsable d'exploitation dédié exclusivement au site de Bellegarde, remplaçant l'organisation antérieure avec un responsable partagé entre les sites de Mondragon et Bellegarde.

Il est présenté notamment les procédures sur :

- les opérations d'exploitation de la tour de lavage ainsi que les mesures et contrôles à réaliser sur ces équipements. En plus de la nature des opérations, cette fiche précise également la fréquence des opérations;
- le pilotage et exploitation des équipements de ventilation qui précise sur les pages 18 à 20 les opérations de contrôles à réaliser et leurs fréquences;
- l'exploitation du système de ventilation par éolage avec les opérations de contrôles à réaliser et leur fréquence.

Il est présenté le registre des interventions et le planning associé. L'exploitant a transmis à la suite de l'inspection les bons d'intervention correspondant aux différentes opérations réalisées entre juin 2025 et fin septembre 2025.

Il est constaté que les opérations de surveillance, d'entretien et de nettoyage sont notamment suivies.

L'exploitant s'est remis en conformité au regard de l'article 2.1.8 de l'arrêté préfectoral du 02 mars 2016. Ce point de la mise en demeure n°2025-013 DREAL du 06 février 2025 peut être levé.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure